

Civils de la Défense

Plateforme de recrutement de personnel civil
contractuel du ministère des Armées

AAE : Chargé d'études juridiques F/H

Paris, 75, Paris, Île-de-France

Type de contrat	Niveau d'études
CAJ	Bac + 3 (LICENCE - LICENCE PROFESSIONNELLE) ou équivalent
Prise de fonction souhaitée	Date limite de candidature
01/06/2026	26/03/2026
Domaine professionnel	Niveau d'expérience
AFFAIRES JURIDIQUES	Variable
Rémunération	Avantages liés au poste
Selon expérience mensuel net Selon expérience annuel brut (selon expérience)	-
Contraintes particulières d'exercice	Télétravail
-	Non

Descriptif de l'organisation

Organiquement rattaché à la sous-chefferie performance synthèse de l'EMAAE, le BAJ est placé sous l'autorité fonctionnelle de l'ensemble des sous-chefs d'état-major. À ce titre, et en adéquation avec l'organisation matricielle de l'EMAAE, le BAJ assure principalement un soutien juridique de proximité au profit de l'ensemble des bureaux de l'EMAAE.

Il peut néanmoins également apporter ponctuellement son expertise au profit des autres entités de l'armée de l'air et de l'espace, dont le conseil juridique de proximité doit être assuré principalement par leurs services locaux du contentieux (SLC) de rattachement.

Descriptif des missions

Au sein de l'Etat-major de l'armée de l'air et de l'espace (EMAAE), le bureau des affaires juridique (BAJ) est chargé d'apporter une expertise à l'EMAAE et aux organismes de l'armée de l'air et de l'espace sur toute question juridique intéressant l'armée de l'air et de l'espace, notamment :

- En droit aérien et spatial ;
- En participant à l'élaboration des textes législatifs et réglementaires intéressant l'armée de

l'air et de l'espace, en particulier son organisation, et en coordonnant l'action de l'EMAAE, des directions et des commandements dans ce domaine ;

- Pour l'encadrement juridique des activités de l'armée de l'air et de l'espace à l'international ou en partenariat ;
- En participant à la diffusion des règles juridiques au moyen de séances d'information et de publications.

En collaboration avec une équipe de 4 officiers traitants, sous l'autorité du chef de bureau et de ses 2 adjoints, le stagiaire se verra confier des travaux de recherche (textes, jurisprudence, doctrine, etc.), de synthèse, d'analyse juridique, notamment en droit international, droit administratif général, droit aérien et droit de la commande publique, mais aussi d'archivage ou de mise à jour des documents juridiques du bureau.

Profil recherché

- Avoir moins de 30 ans au 1er jour du contrat ;
- Être titulaire d'une licence ou d'un niveau BAC + 3 lors de la constitution du dossier ;
- Être affilié à la sécurité sociale française.

À partir de Master 1 spécialisé en droit international ou en droit public. Qualités : rigueur, curiosité, solides qualités de rédaction et bon niveau d'anglais.

NOTA : Le poste nécessitant d'accéder à des informations confidentielles, vous ferez l'objet d'une procédure d'habilitation avec notamment un examen de votre casier judiciaire.

Process de recrutement

- Si votre candidature est présélectionnée, un entretien téléphonique vous sera proposé pour apprécier vos attentes et motivations.
- Si cette première étape est concluante, un entretien en présentiel ou à distance vous sera proposé avec l'employeur et éventuellement le service des ressources humaines.
- Les suites données à votre candidature vous seront communiquées par l'employeur à l'issue de cet entretien.